

INFORMATIONS OUVRIÈRES 882

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

CEODO
FONS
A. VILADOT

EDITORIAL

Cette semaine, dans la région parisienne, puis en province, se tiendront des réunions de l'OCI, dans les entreprises, bureaux, écoles, quartiers.

Il s'agit de proposer aux travailleurs et aux jeunes, aux lecteurs de notre journal, aux militants des comités pour l'unité, la mise en place d'un dispositif de lutte politique. Il s'agit de proposer aux travailleurs et aux jeunes de constituer avec nous une OCI de 10 000 membres, afin de jeter les bases du parti révolutionnaire dans ce pays.

Il s'agit de répondre par des moyens politiques accrus aux exigences de la situation.

Comment ?

Toute la situation politique exige une riposte unie des travailleurs et des jeunes à l'offensive gouvernementale et patronale.

Toute la situation politique exige qu'il soit mis fin aux divisions incessantes qui permettent la survie de cette Association nationale minoritaire. Ce sont là des évidences.

Mais les évidences ne suffisent pas pour changer les choses.

Le moment approche où personne ne pourra plus protéger ce gouvernement de catastrophe. Mais plus tôt il tombera, plus tôt sera défaite son offensive intolérable contre les travailleurs. Il faut aider ce moment à venir.

Comment ?

En organisant le rassemblement national à Paris, décidé par la Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune, « afin que soit organisée la manifestation unie des travailleurs et organisations contre l'Assemblée nationale ».

Voyons les problèmes à résoudre dans l'action politique.

Le gouvernement prépare, dès maintenant, le saccage de la prochaine rentrée scolaire.

Dans le Val-de-Marne, « ils » se sont réunis juste avant les congés pour supprimer 207 classes, 19 pour la seule commune de Vitry.

On n'y tient plus, de voir leur arrogance, parce qu'ils savent que les décisions sont prises avec l'accord en bonne et due forme des responsables syndicaux.

Parce qu'ils savent que ces mêmes responsables du Syndicat national des instituteurs annoncent une nouvelle « journée d'action d'élus syndicaux »... en mars, quand tout sera bien décidé, les suppressions de classes et le reste.

Alors, à l'annonce des suppressions de classes, les enseignants d'un groupe scolaire du Val-de-Marne se sont réunis, à l'initiative du comité pour l'unité.

Ils ont appelé leurs collègues de toute la commune à envoyer des délégués dans leur école. En vue de constituer l'Assemblée démocratique des instituteurs. En vue de préparer la manifestation unie à l'inspection académique. En vue de s'adresser aux écoles de tout le département pour rompre avec la politique de dispersion par laquelle les dirigeants veulent subordonner les organisations au respect de l'Assemblée nationale minoritaire.

Organiser le rassemblement national à Paris avec l'OCI, les comités pour l'unité, c'est dresser en une même force politique, par centaines et centaines, les enseignants du Val-de-Marne, de Paris, de province, qui sont résolus à en finir avec le pacte qui lie les dirigeants du mouvement ouvrier à la V^e République agonisante. Et qui, parce qu'ils y sont résolus, agissent pratiquement, pour cet objectif, en construisant les Assemblées démocratiques.

La sarabande infernale des « journées d'action » et autres « villes mortes » a recommencé en Lorraine, dans le Nord.

Il y a cet organisateur CFDT des journées d'action qui demande aux patrons « un dialogue véritable ». « Surtout, dit-il que tout doit être réglé au plus vite : les licenciements seront effectifs en juillet 1979. »

Et il y a ces centaines de travailleurs qui, à Longwy, refusaient de se disperser, après que les dirigeants les aient fait tourner en rond dans leur ville. Et qui criaient : « Les Lorrains à Paris ! »

Oui, les Lorrains, le Nord, à Paris ! Oui, St-Etienne à Paris ! Parce que nous ne voulons plus tourner en rond !

Alors, il faut préparer par centaines et centaines, en Lorraine, dans le Nord, à St-Etienne, le rassemblement national à Paris.

Parce que telle est la voie politique pour constituer les Assemblées démocratiques, répartissant les tâches, établissant les contacts unitaires, bref, prenant en main sur les objectifs décidés par les travailleurs eux-mêmes, la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations.

Cette semaine se tiendront donc, à Paris et en province, les réunions de l'OCI. Pour se donner les moyens de vaincre en bâtissant une OCI de 10 000 membres. Pour engager partout la préparation du rassemblement national.

Parce qu'il existe dans ce pays une majorité PS-PCF et qu'il faut en finir avec la division.

Parce qu'il existe dans ce pays la possibilité et la nécessité de réaliser le gouvernement PS-PCF se substituant au gouvernement Giscard-Barre et que c'en est assez des divisions.



IRAN : A bas le chah ! A bas Bakhtiar ! A bas la monarchie !

(lire en page 8)

Ouverture du « procès » de Sabata en Tchécoslovaquie

Le « procès » de Jaroslav Sabata doit s'ouvrir jeudi 11 janvier à Trutnov, une ville de Tchécoslovaquie située au nord-est de Prague. J. Sabata, militant de la Charte 77, a été arrêté le 1^{er} octobre, au moment où allait se tenir la troisième des réunions communes avec le KOR, le Comité d'autodéfense sociale des ouvriers polonais, réunions dont il était l'un des principaux initiateurs. Incarcéré depuis 4 mois et très gravement malade, J. Sabata encourt une peine d'un an de prison, à laquelle s'ajouteraient 18 mois d'une précédente condamnation.

Philippe Ries, journaliste d'Informations ouvrières, militant de l'OCI, vient d'être libéré grâce à une puissante campagne de solidarité internationale. Des dizaines de milliers de travailleurs, des centaines d'organisations et de sections syndicales de toutes tendances ont pris position. Des comités pour la libération de Philippe Ries avaient commencé à se constituer.

Aujourd'hui, la campagne pour la libération de Sabata doit immédiatement redoubler de puissance. Des milliers de télégrammes doivent être adressés à l'ambassade de Tchécoslovaquie. Des centaines de délégations doivent s'y rendre. Libération inconditionnelle et immédiate de Jaroslav Sabata !

Répression au Pérou

La Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) ainsi que plusieurs fédérations syndicales indépendantes et organisations politiques appellent à la grève générale au Pérou les 9, 10 et 11 janvier, contre les conséquences des hausses vertigineuses du coût de la vie.

Le gouvernement militaire du général Morales Bermudez a décidé l'état de siège et décidé de suspendre pendant trente jours les garanties constitutionnelles.

Il a décrété la grève illégale et l'a caractérisée comme « subversive » et « financée

de l'étranger ». Le gouvernement a décrété la suspension de plusieurs journaux des organisations ouvrières et anti-impérialistes, fait envahir leurs locaux par la police et l'armée, dont les chefs ont déclaré lundi qu'usage serait fait des armes « pour maintenir l'ordre ». Des centaines d'arrestations de dirigeants et de militants ouvriers ont été effectuées, parmi lesquelles celle de Alfonso Barrientes, président de l'UDP, un front politique de nature anti-

impérialiste. Selon certaines informations, il y aurait 6 000 arrestations.

Un dur combat de classes s'engage au Pérou. Nos camarades du POMR, section péruvienne du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, y occupent toute leur place. Nous reviendrons la semaine prochaine sur le développement de la situation politique au Pérou.

ATTENTION !
A partir de ce numéro, IO est vendu 4 francs.

LES VŒUX DU PRÉSIDENT

« Grâce au concours des uns et des autres »

En début d'année, il est de tradition de se congratuler. Le président de la République en a profité pour remercier ceux qui l'ont fidèlement servi au cours de l'année 1978, et, une fois encore, il n'a pas été déçu par la réponse.

Le 2 janvier donc, à l'Élysée, Giscard d'Estaing présentait ses vœux en ces termes au pays, faisant allusion aux législatives de mars : « Mais le sens de l'unité — ce sens venu du fond des âges et qui est le certificat de naissance

des nations —, le sens de l'unité l'a emporté grâce au concours, je tiens à le dire, des uns et des autres. »

Il remercie ainsi ceux, dirigeants des partis ouvriers, PCF en tête, qui se sont efforcés d'aider l'Assemblée nationale truquée, où domine la minorité giscard-chiracienne, de la « légitimité ».

Mais, en début d'année, il ne suffit pas de remercier les services

passés. Il faut tenter de s'assurer l'avenir. Aussi le président déclare, en guise de souhait, pour l'année 1979 : « Pour que notre pays démocratique, et donc légitimement divers dans ses opinions, conserve pour tout ce qui est essentiel, cet instinct d'unité qui fait la force des grandes nations. »

Dès le 3 janvier, il put s'assurer que ses vœux avaient été entendus. On pouvait lire dans les colonnes de *L'Humanité* l'acte d'allégeance suivant : « Les communistes tiennent à l'unité nationale autant, sinon plus, que quiconque (...). L'unité, le rassemblement les plus larges seront à l'ordre du jour en cette année 1979 pour défendre les intérêts des travailleurs et du pays. »

Le contenu de cette « unité nationale », on ne le sait que trop, c'est, pour les dirigeants du PCF, les agressions redoublées contre le PS, désigné comme l'ennemi, et, derechef, les proclamations d'allégeance à l'Assemblée nationale minoritaire.

Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais les faits sont têtus : ce n'est pas le « sens de l'unité » nationale qui l'a emporté le 12 mars et à toutes les élections partielles, mais bien la volonté des travailleurs d'en finir avec ce régime.

Et c'est bien cette réalité qui dominera l'année 1979.

obtenues le 12 mars à 55,5 % : l'UDF et le RPR tombent de 53 à 44,3 %. A Nancy, le candidat de l'Élysée, Servan-Schreiber est écrasé. Il perd en six mois 10 973 voix et 8,5 % des suffrages. Le candidat du PS gagne quant à lui 6 000 voix et passe à 58,4 % des suffrages. Enfin, dans le XIV^e arrondissement de Paris, le candidat unique de la « majorité » est balayé, il n'obtient pas même 40 % des voix au premier tour, alors que le PCF et le PS recueillent ensemble 52,3 % des voix : 11 % de plus que le 12 mars. Au second tour, la candidate du PS l'emporte avec 54 % des voix.

Mais faut-il s'étonner du silence général sur le rappel de ces derniers chiffres ? A chacun ses vœux !



...et ceux qu'on truque

Voilà pour les chiffres que toute la presse a publiés au terme de cette année. Il en est d'autres, qu'on s'efforce de toutes parts de faire oublier et qui rendent plus intolérables que jamais les chiffres précédents. Ceux des élections du 12 mars.

Ce jour-là, 3,2 millions d'électeurs de plus qu'en 1973 votent pour les partis ouvriers. C'est un raz de marée : 49,45 % des électeurs se prononcent contre les partis de la V^e République. Les partis de la coalition au pouvoir, couverture du président, sont, avec lui, balotés : l'UDF et le RPR n'obtiennent que 46 % des suffrages.

Dans les mois qui suivent, le mouvement s'amplifie. A l'occasion des élections législatives par-

M. Barillon, du *Monde*, est un spécialiste des chiffres. Il se livre, ce 4 janvier, à un difficile exercice de voltige : tenter de démontrer que « la tendance à l'effacement est dans l'électorat du PS et non dans celui du PCF ». Il faut le faire ! Et pour le faire, il faut... Mais voyons plutôt.

M. Barillon ne conteste pas — ce serait difficile... — la « progression spectaculaire » du PS et

le « sensible effacement » du PCF dans les élections législatives partielles. Mais, affirme-t-il, « les enseignements des "cantonales" infirment ceux des "législatives" ».

La preuve : le PCF, qui présentait des candidats dans 40 cantons, progresse dans 27 d'entre eux et régresse dans 14. Solde positif global : 1,2 %. Le PS, lui, enregistre un léger recul de 0,3 %



Les intentions de MM. Barre et Monory

1979 sera l'« année de la remise en ordre de notre économie ». C'est ce que Raymond Barre a assuré aux patrons, lors du « Forum de l'Expansion » qui s'est tenu la semaine dernière.

« Remise en ordre » des salaires, pour commencer. « Je souhaite que l'assagissement des rémunérations aille plus loin », déclare R. Barre. Le quotidien patronal *Les Echos* (5 janvier) précise : « Il faut descendre autour de 8 % de hausse, en attendant de passer à 5 ou 6 % ».

Le ministre de l'Economie, R. Monory, affirme au même moment dans une interview à la revue patronale *L'Usine nouvelle* : « Le laxisme en matière de rémunérations (...) serait inadmissible (...). Il y va de la compétitivité de nos entreprises. »

1979 sera aussi « l'année de la remise en ordre des finances sociales », averti R. Barre. Et il a expliqué aux patrons présents au « forum » qu'il allait s'attacher « à maîtriser les dépenses sociales et à faire en sorte que leur financement porte moins exclusivement sur les entreprises ». Une fois de plus, il s'agit de tenter de mettre à sac, de démanteler la Sécurité sociale.

1979 sera aussi, dans les projets du gouvernement Giscard-Barre, l'année de la poursuite du « redéploiement industriel » : licenciements par dizaines de milliers, fermetures d'usines, liquidation de régions entières. Il faut, dit Monory, « réformer en profondeur les entreprises en difficulté ». Cela s'appelle, dans leur langage, « dégraisser ». Ainsi, dit Monory, pour Manufrance, il faut « une réorganisa-

(bigre !) : sur l'ensemble des 27 cantons où il présentait des candidats. Mais si on regarde bien, on s'aperçoit que les cantons (14 en tout) où le PS ne présentait pas de candidat sont ceux où le PCF progresse... et pour cause, puisque les candidats PCF y étaient les seuls candidats ouvriers !

M. Barillon se garde bien de le signaler. Et pour cause, puisqu'il entend démontrer que « l'image qu'avaient donnée les législatives de septembre est totalement inversée ». Ce qui ne peut se faire qu'avec des chiffres « totalement... manipulés ».

« De quoi reconforter M. Marchais ! De quoi donner à réfléchir à MM. Mitterrand, Rocard et Mauroy », conclut triphalement ce bon apôtre.

Voilà donc l'objet de cette « démonstration » : reconforter la politique de G. Marchais, politique de division qui se heurte chez les travailleurs à une hostilité croissante. Reconforter également tous ceux qui cherchent à pousser le PS dans la voie de « l'ouverture » à la majorité giscardienne. M. Barillon est un « spécialiste ». De quoi, au fait ?

Edgar Faure et l'UDF

Si l'on en croit l'hebdomadaire — généralement bien informé — *Valeurs actuelles* (1^{er} janvier), « Edgar Faure accepterait, non seulement de figurer sur la liste UDF pour l'Assemblée de Strasbourg, mais encore d'en assumer la tête ».

Pour être en tête de la liste giscardienne à l'Assemblée européenne, les bonnes volontés ne doivent certes pas manquer. Et même tout simplement pour être candidat en bonne place. Par ici la bonne soupe...

Mais Edgar Faure... Voyons... Edgar Faure ? Candidat de Chirac au « perchoir » (présidence de l'Assemblée nationale) après les élections législatives, il avait été battu par Chaban-Delmas, « baron » du gaullisme et candidat officieux de Giscard, grâce aux voix d'une partie des députés RPR. On l'avait consolé, à l'époque, c'est-à-dire au printemps 1978, avec un habit vert d'académicien.

Et voilà qu'aujourd'hui Edgar Faure reprend du service. Du service de Giscard. Car l'odeur de la soupe a de puissants attraits...

Semer la discorde chez l'ennemi a toujours été de bonne guerre. Et, en ces temps troublés de crise politique, alors que le RPR est plus fissuré que jamais, l'acquisition d'un cheval de Troie supplémentaire contre Chirac vaut bien un picotin d'avoine.



Arrêt des poursuites contre A. Frilet !

Alain Frilet, journaliste, collaborateur de *Libération* et de l'agence photographique Sipa-Press, subit une succession d'interdits professionnels en Irlande où il a été arrêté le 27 avril 1978 et où il lui est actuellement impossible d'exercer son métier. Il n'a pu obtenir une mesure de « libération provisoire » qu'en échange de deux cautions successives de 15 000 F chacune.

Les pseudo-« chefs d'inculpation » retenus contre lui par les autorités impérialistes britanniques sont éloquentes : « Possession de documents utiles aux terroristes », d'abord, ce qui ne peut rien signifier d'autre que la possession de textes ou de photos, et, ensuite, « non-collaboration avec les forces de sécurité », c'est-à-dire le refus de révéler ses sources. « Je ne confonds pas mon travail de journaliste, a déclaré Alain Frilet, reconnu par la Fédération internationale des journalistes, avec celui d'indicateur. »

Accusé pour faire bonne mesure d'appartenance à l'IRA, Alain Frilet risquerait jusqu'à quinze années de prison.

Une vaste campagne de solidarité a arraché la libération de notre camarade Philippe Rie, journaliste d'*Informations ouvrières*, des geôles de la bureaucratie polonoise, campagne à laquelle les syndicats de journalistes et l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ) ont pris une part active.

L'UNSJ s'élève aujourd'hui contre toute tentative d'empêcher Alain Frilet d'exercer librement son métier de journaliste, et exige la fin de toute poursuite judiciaire contre lui. Une exigence qui ne peut que tout le mouvement ouvrier et démocratique.

Procès de l'assassin de Lucien Melyon

C'était il y a un an : un jeune mourait à la porte d'un concert à Paris. Tué par une balle. A bout portant. Assassiné froidement.

L'auteur du crime ? Un vigile, membre d'une milice privée chargée de faire régner l'« ordre ». L'ordre du capital.

Le jeune, souvenez-vous, s'appelait Lucien Melyon. Beaucoup auraient voulu que l'affaire soit étouffée. Mais les jeunes de Sarcelles et de Garges d'où Lucien était originaire, eux, ne peuvent pas, ne veulent pas oublier. Aujourd'hui encore, pour leur camarade, ils demandent, ils exigent le châtiment des coupables.

Ainsi, 200 d'entre eux viennent de se prononcer, à l'initiative de l'AJS, pour l'organisation d'une « manifestation le jour du procès devant le tribunal, avec les organisations, les partis, les syndicats, les municipalités de Garges et Sarcelles ». Par centaines, ils demandent justice pour leur camarade. Le maire PCF de Garges, Cuklerman, lui, voudrait apaiser les esprits. « Il ne faut pas dramatiser l'affaire », a-t-il expliqué au cours d'une réunion. Il faut permettre à la justice de se prononcer sereinement. Alors, faut-il manifester ? Peut-être. Mais pas devant le tribunal... A



Derrière le cercueil de Lucien Melyon, le 10 novembre 1977, des milliers de jeunes.

la rigueur derrière... dans une petite rue.

« Nous ne voulons plus que notre volonté soit bafouée, affirme le texte contresigné dans

toute la localité. Nous ne voulons plus que la volonté de quelques responsables PCF prévienne sur celle des jeunes qui exigent l'unité pour la manifestation.

Nous décidons de nous constituer en Assemblée démocratique, pour nous unir, pour nous rassembler, pour imposer notre volonté. »

Elections syndicales

Les élections des bureaux académiques et départementaux du SNEP (Syndicat national de l'éducation physique) viennent de se dérouler.

La « Tendance du Manifeste », tendance lutte de classe dans ce syndicat, à laquelle appartiennent les militants de l'OCI, a été à l'initiative de listes d'unité rassemblant des militants syndicaux de différentes tendances syndicales.

La constitution de ces listes s'est dégage du combat des enseignants d'éducation physique et sportive (EPS) à cette rentrée.

Il y a eu défaite, le 13 octobre, des dirigeants du SNEP, qui n'ont pu empêcher la mobilisation des enseignants d'EPS, réalisant la manifestation unitaire au ministère. Et s'il n'y a pas victoire des enseignants d'EPS (car le plan Soisson tend à s'appliquer en raison du « plan d'action » que les dirigeants du SNEP ont mis près de deux mois à mettre en place), les enseignants d'EPS continuent à résister à l'application de ces mesures.

C'est dans ce cadre qu'il faut analyser les résultats de ces élections syndicales qui expriment en

partie la modification très sensible des rapports entre la masse des enseignants et les dirigeants du SNEP, qui entendent soumettre le syndicat à une politique — celle du PCF — de soutien au gouvernement.

Partout où des listes d'unité se sont constituées, elles ont enregistré un gain réel en voix.

Là où des positions syndicales étaient précédemment acquises, il y a renforcement de ces positions : ainsi dans l'Allier, où la liste d'unité a augmenté de 30 % ses voix, alors que la liste Unité et action (tendance dirigée par le PCF) perd plus de 40 % de ses voix.

Il y a eu conquête par la liste d'unité, majoritaire dans de nombreux départements, de nouvelles positions syndicales : ainsi, les bureaux départementaux de la Gironde, du Maine-et-Loire, de la Seine-St-Denis.

Et ces résultats sont intolérables pour l'appareil PCF du SNEP, comme l'illustre le coup monté contre la démocratie syndicale dans la Seine-St-Denis, où les dirigeants PCF, battus par les syndiqués, ont tout simplement décidé... d'annuler le vote. Nous reviendrons sur cette affaire.

Le projet de « réforme des rythmes scolaires »

« La solution optimale du point de vue des intérêts économiques en cause semblerait résider dans un découpage de la France en cinq zones, avec répartition des congés d'été ramenés à deux mois sur une période s'étendant du 1^{er} juin au 1^{er} octobre. »

Telle est la « réforme des rythmes scolaires » que recommande chaudement un rapport soumis au Conseil économique et social, le « rapport Magnin ».

Imaginez un peu. Vous déménagez de Mulhouse à Paris, ou réciproquement, enfin d'une zone A ayant congé du 1^{er} juin au 1^{er} août à une zone B ayant congé du 15 juillet au 15 septembre. Votre enfant sera donc en vacances du 1^{er} juin au 15 septembre : trois mois et demi. Vous déménagez en sens inverse : quinze jours de vacances, un point c'est tout.

Les auteurs du rapport préconisent d'ailleurs l'alignement de l'année scolaire sur l'année civile « afin de permettre l'étalement des congés d'été ». Cette mesure serait lourde de conséquences pour la scolarité des élèves. Mais que « leur » importe !

Quel est l'objectif d'un tel rapport ?

Il s'inscrit dans le cadre de la politique de « décentralisation », de « régionalisation », qui vise à démanteler le statut national des enseignants, à mettre en cause les congés des enseignants et la scolarité normale des élèves, à « régionaliser » le recrutement, les corps, les diplômes, l'organisation et l'action syndicales elles-mêmes face à un gouvernement centralisé au niveau national.

En clair, il s'agit d'anéantir le statut et les garanties nationales, pour aboutir à la situation qui existe par exemple en Suisse et qui constitue un obstacle formidable à l'action unie des travailleurs de l'éducation. Voilà par ailleurs une bonne pomme de discorde supplémentaire jetée dans les « conseils d'école » de Beulac qui visent, on le sait, à opposer parents et enseignants... France-Soir titre avec satisfaction : « Parents et enseignants ne sont pas d'accord. »



Comme une odeur de bûchers...

Jean-Paul, pape de son état, deuxième du nom et troisième de l'année 1978, l'a solennellement confirmé, devant 600 médecins catholiques italiens : les médecins et infirmiers qui pratiquent des avortements sont excommuniés. Pas moins ! Cela ne vous effraie pas ? Nous non plus. Mais pour les médecins, pour les infirmières du très puissant secteur hospitalier privé italien, presque totalement entre les mains de l'Eglise, cela a un sens très concret : le licenciement, par exemple s'ils s'avisent de « contribuer à des pratiques contraires à l'éthique non seulement chrétienne, mais simplement naturelle, en opposition manifeste à la déontologie professionnelle ».

ABONNEZ-VOUS !
REABONNEZ-VOUS !

A la Lettre d'Informations ouvrières.
Joindre un chèque de 30 F. (pour 30 numéros) à l'ordre de Gérard Ilitis, 87, rue du Fbg-St-Denis 75010 Paris.

De quel droit, pourrait-on se demander, ces gens-là s'érigent-ils en juges de la déontologie médicale ? De quel droit voudraient-ils obliger les femmes à avoir des enfants dont elles ne veulent pas ? De quel droit aussi s'opposent-ils à cette liberté élémentaire de l'individu qu'est le droit au divorce ?

De quel droit ? Ceux qui ont brûlé les livres de Galilée, envoyé Giordano Bruno et tant d'autres au bûcher, n'en sont pas à ça près. Dieu merci — si l'on ose dire — ils ne sont plus en mesure de brûler les hérétiques.

Le Très Saint Pontife de la plus vieille institution réactionnaire du monde a, en outre, invité les catholiques à pratiquer en matière d'avortement l'« objection de conscience ». En clair : à interdire toute possibilité d'interruption volontaire de grossesse dans le service, ou l'hôpital, qu'ils dirigent. Ils ne s'en privent déjà pas, en Italie comme en France ou ailleurs.

Tant il est vrai que l'Eglise est l'antithèse absolue de toute liberté de conscience.

Premier succès dans l'affaire Ousmane Ba !

Ousmane Ba, ouvrier malien menacé d'expulsion par le ministre de l'Intérieur, vient d'obtenir, vendredi 5 janvier, une nouvelle prolongation, pour trois mois, de sa carte de séjour.

Cette première victoire est le produit de la mobilisation unitaire des organisations ouvrières et démocratiques, à l'initiative notamment de la FEN. Il faut noter que, le 4 janvier, s'était tenue une nouvelle réunion inter-organisations pour la défense d'Ousmane Ba, à laquelle participaient les fédérations de Seine-Saint-Denis de la Ligue des droits de l'homme, du Comité international contre la répression, du Parti socialiste, de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), de l'Alliance des jeunes pour le socialisme, et, pour la première fois, du Parti communiste français. L'union départementale CFDT, la section départementale FEN, l'AGE UNEF (Unité syndicale) de Paris-XIII, la permanence anti-expulsion de Bobigny et de Drancy participaient également à cette réunion.

Les participants, par une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, se proposent d'aller en délégation pour « appuyer la demande d'Ousmane Ba de rester en France ».

Il faut maintenant obtenir pour Ousmane Ba une carte de séjour définitive !

Lettre de N. Moreno à Informations ouvrières

La rédaction d'Informations ouvrières a reçu une lettre du camarade Moreno. Dirigeant du PST argentin (organisation affiliée au Secrétariat unifié), il avait été arrêté le 23 août 1978 à Sao Paulo, avec Rita Strasberg et 22 membres du mouvement « Convergence socialiste ».

Informations ouvrières et l'OCI avaient mené une campagne de solidarité pour leur libération, par pétitions et délégations à l'ambassade du Brésil. Voici cette lettre :

« Ayant retrouvé la liberté, c'est avec émotion que j'ai pu lire l'article dans lequel votre journal a dénoncé les détentions arbitraires dont nous avons été victimes, Rita, Antonio, les membres de la « Convergence socialiste » et moi-même.

Votre journal a donné un bon exemple de solidarité. Etant donné les conditions dans lesquelles nous nous trouvons, ceci a été d'une inestimable valeur.

Notre libération est le produit dans une grande mesure de la vague de solidarité internationale qui s'est manifestée dans le monde entier et dont votre journal a été l'instigateur porte-parole.

Par votre intermédiaire, je voudrais faire parvenir nos remerciements à tous ceux qui se sont prononcés, mobilisés, et ont exigé notre libération immédiate.

Avec mes remerciements émus à votre journal, recevez mes fraternelles salutations.
Biblioteca de Comunicacion
Biblioteca General
CE
Rafael Moreno.

Le 19 décembre, dans une entreprise parisienne La panne, le patron et les travailleurs

Le mardi 19 décembre, jour de la panne nationale d'électricité, dans une entreprise de la région parisienne...

A 7 h 45, les travailleurs embauchent comme d'habitude.

A 8 h 30, panne d'électricité, toutes les machines de fabrication ne fonctionnent plus. La température dans les ateliers tombe très rapidement à zéro. Les travailleurs arrêtent alors de travailler, même si les agents de maîtrise leur expliquent qu'en travaillant, ils se réchauffent. Rien n'y fait, personne ne travaille. Il est dix heures du matin.

Vers 11 heures, les travailleurs commencent à réclamer des boissons chaudes. La direction fait faire du viandox et le fait distribuer, mais personne ne travaille.

12 heures, les travailleurs vont manger à la cantine, glaciale ; les heures de reprise ne sont pas respectées : les travailleurs vont se réchauffer dans les cafés voisins. Devant cette situation, la direction décide de lockout l'entreprise à 14 heures et de faire récupérer les heures non travaillées pendant les semaines qui suivront. Elle convoque les délégués syndicaux CGC et CGT et le secrétaire du comité d'entreprise (CGT) pour les informer de sa décision. Les modalités de récupération, dit-elle, seront discutées le lendemain avec les organisations syndicales. Le délégué CGC se déclare d'accord. Il quitte immédiatement l'entreprise pour rentrer chez lui. Le délégué syndical CGT explique qu'il n'est pas d'accord pour la récupération ; pour lui, le patron doit payer les heures non travaillées. Il transmettra la position de la direction aux travailleurs, en expliquant que la CGT est contre et qu'elle demande le paiement intégral sans récupération. Quant au secrétaire CGT du comité d'entreprise, il est aussi contre la récupération et pour en discuter le lendemain avec la direction.

« Discuter le lendemain... mais c'est tout de suite que les travailleurs veulent la garantie qu'il n'y aura pas de récupération et que les heures perdues seront payées. Pendant cette discussion, la direction donne l'ordre au chef de production de faire évacuer « en douceur », atelier par atelier, les travailleurs qui commencent les uns après les autres à quitter l'entreprise.

« ON VOUS DONNE DIX MINUTES »

Les militants du OCI, du Groupe d'études révolutionnaires (GER), du comité pour l'unité, se réunissent immédiatement. Ils décident d'appeler leurs collègues à se masser dans le couloir du bureau de la direction, pour arracher le paiement des heures non travaillées et la garantie qu'il n'y aura pas de « récupération ». « On y va tous, avec les délégués. » La quasi-totalité du personnel est présente dans le couloir de la direction. Les délégués du personnel rentrent dans le bureau pour discuter. La porte reste ouverte : les travailleurs sont entrés avec les délégués. La discussion s'engage : elle est violente. Le patron : « Je viens de convoquer les délégués syndicaux, ils étaient d'accord pour que l'on discute de ce problème demain. »

Les travailleurs, les délégués sont maintenant tous d'accord sur la revendication avancée : « Non, c'est tout de suite, il n'y a pas à discuter, il faut payer les heures non travaillées tout de suite. »

Le patron : « J'ai pris cette décision parce que les travailleurs risquent de tomber malades à cause du froid. »

Les travailleurs : « Il vous a fallu quatre heures pour vous en apercevoir, vous vous fchiez de nous. »

Le patron : « De toute façon, l'usine est en lock-out. Même si vous restez à vos postes de travail, vous ne serez pas payés. » Mouvement des travailleurs en colère, qui envahissent le bureau de la direction. Le patron est coincé derrière son bureau, il ne peut plus bouger ni sortir. Les travailleurs, les délégués : « Vous allez immédiatement payer. »

Le patron : « Je vais convoquer mes agents de maîtrise pour prendre une décision. »

Les travailleurs et les délégués : « Nous évacuons votre bureau, nous restons derrière la porte, on vous donne dix minutes. »

Au bout de dix minutes, la porte du bureau est ouverte par les délégués, les travailleurs entrent. Le patron : « Vous pouvez rentrer chez vous, vous serez payés. »

Un travailleur : « Il y a quatre travailleurs qui travaillent en équipe ; seront-ils payés ? »

Le patron : « Oui, tout le monde peut partir, tout le monde sera payé. »

UNE PRE-CELLULE DE L'OCI

Pour les militants du GER et du comité pour l'unité, une leçon politique se dégage de cette action. Deux orientations politiques se sont affrontées : celle des journées d'action bidon auxquelles, d'ailleurs, les travailleurs étaient appelés à participer le 21 décembre. Ils avaient entendu le dirigeant CGT de l'EDF déclarer au cours d'une interview que la rupture de ce câble haute tension était un coup très dur pour « l'économie de notre pays », qu'il allait se réunir avec les autres responsables et qu'il n'y aurait probablement pas de coupure de courant le 21, ayant ainsi lui-même que le but des journées d'action n'est pas de porter des coups aux capitalistes.

L'autre orientation, celles des militants de l'OCI, du GER et du comité pour l'unité : il faut en finir avec la division, les journées d'action bidon. C'en est assez des grèves tournantes et disloquées qui ne font que faciliter les entreprises gouvernementales et patronales. C'est par la marche unie et la manifestation unie des travailleurs et de leurs organisations contre l'Assemblée nationale que l'on peut faire reculer le gouvernement et le patronat. Après cette bataille, les trois travailleurs du GER se sont constitués en cellule de l'OCI et préparent activement une Assemblée démocratique des travailleurs de l'entreprise pour le rassemblement national à Paris décidé par la Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune.

L'objectif est d'ouvrir un autre GER avec deux travailleurs.

En vente à la SELIO
et auprès des militants
de l'OCI (27 F)

Léon Trotsky

œuvres

3

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC



21 janvier : Conférence nationale des travailleurs des PTT

Dans les PTT, le 4 janvier 1979, les délégués et représentants de 23 comités pour l'unité de la région parisienne se sont réunis. Ils ont adopté un appel pour la Conférence nationale des PTT le 21 janvier 1979.

Déjà, dans la région parisienne, plusieurs comités pour l'unité ont pris l'initiative de convoquer des Assemblées démocratiques, comme par exemple au PLM où ce sont 135 postiers qui appellent nommément à une Assemblée démocratique le mercredi 10 janvier.

Avec douze premiers délégués et le comité pour l'unité, ils ont ainsi décidé de « construire la conférence nationale des PTT, élément de centralisation de la volonté unitaire des postiers. »

« Nous irons massivement à Paris au rassemblement organisé par les délégués de la Troisième Conférence nationale ouvrière et jeune.

Nous irons massivement à Paris pour que soit organisée la manifestation unie des travailleurs, des jeunes et des organisations contre l'Assemblée nationale et le gouvernement (...).

C'est dans cette Assemblée nationale que le ministre Segard prétend trouver la légitimité des mesures qu'il entend prendre contre les travailleurs des PTT :

— remise en cause du régime des mutations et des droits acquis par le recrutement local et le blocage pendant plusieurs années des personnels sur la même résidence ;

— remise en cause de l'avancement par la limitation des concours ;

— licenciements des auxiliaires ;

— dislocation des droits contenus dans le statut de la fonction publique sur tous les plans et pour tous les grades.

C'en est assez ! Il faut en finir !

Nous, travailleurs des PTT, avons depuis quelques mois connu les grèves tournantes : grèves tournantes par branche en octobre ; grèves tournantes par région en novembre ; journées d'action en décembre.

Nous ne voulons plus tourner, nous ne voulons plus des journées d'action sans lendemain.

Le budget de misère des PTT a été voté par l'Assemblée nationale. L'administration a publiquement annoncé les dispositions qu'elle entend prendre contre les travailleurs des PTT.

Il faut en finir.

C'en est assez des grèves tournantes et disloquées qui ne font que faciliter les entreprises gouvernementales.

A Saint-Chamond, les travailleurs ont refusé les grèves tournantes, les kermesses, la division ; tous ensemble, ils se sont rassemblés, ils ont manifesté, ils ont obligé la police et les vigiles à déguerpir, ils ont fait reculer les capitalistes. La preuve est faite qu'en réalisant l'unité, on peut faire reculer le gouvernement et le patronat.

C'en est assez de la division !
Il existe dans le pays une majorité PS-PCF.

Il existe donc la possibilité et la nécessité de réaliser le gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois se substituant au gouvernement Giscard-Barre.

C'en est assez de la division !

C'est tous ensemble, c'est par la marche unie et la manifestation unie des travailleurs et des organisations contre l'Assemblée nationale que l'on peut faire reculer le gouvernement et le patronat.

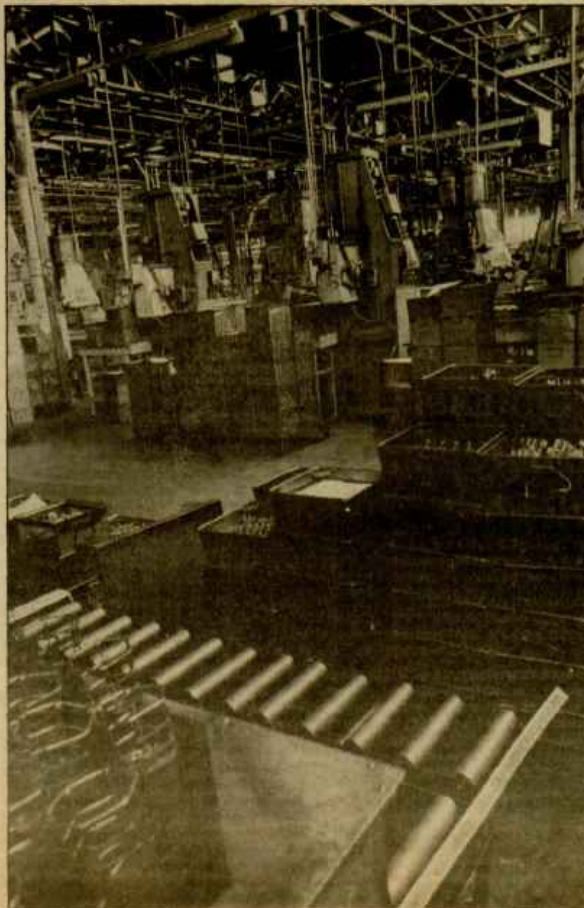
C'en est assez de la division. Nous irons tous à Paris, nous réaliserons, en combattant, le rassemblement national.

Nous organiserons, avec nos comités pour l'unité, les Assemblées démocratiques qui vont prendre en main la réalisation du rassemblement national à Paris.

Avec nos comités pour l'unité, avec les Assemblées démocratiques, nous réaliserons la Conférence nationale des travailleurs des PTT le 21 janvier 1979.

Nous serons des centaines à la Conférence nationale des postiers.

Nous irons par milliers au rassemblement à Paris pour que soit organisée la manifestation unie à Paris devant et contre l'Assemblée nationale. »



Après la campagne internationale victorieuse
pour la libération de Philippe Ries

Il faut arracher Switon et Sabata des geôles de la bureaucratie

Nous avons déjà signalé, dans un précédent numéro de IO, l'importance du combat engagé au Portugal pour la libération de Sabata. Dans ce pays, une délégation s'est rendue à l'ambassade de Tchécoslovaquie, porteuse d'un texte contresigné par plusieurs centaines de travailleurs et par 50 députés du Parti socialiste portugais, exigeant sa libération immédiate. Dès qu'a été connue l'arrestation de Ries, plusieurs centaines de travailleurs se sont adressés, par télégrammes et délégations, à l'ambassade de Pologne : 100 travailleurs des chantiers de Lisnave, 60 travailleurs des banques, plusieurs dizaines d'enseignants et d'étudiants de Lisbonne, 200 « occupants pauvres d'immeubles » de Lisbonne, la Commission des délégués élus des travailleurs de Metal-Fabril, un grand nombre d'étudiants de la faculté de droit de Lisbonne et du lycée Pedro Nunes de la même ville. Plusieurs députés du PS et les deux députés indépendants, ainsi que de nombreux responsables locaux du PS, ont également agi dans le même sens.

ALLEMAGNE : DES SIDERURGISTES EN GREVE DE KRUPP AUX ENSEIGNANTS DE HEIDELBERG

La campagne pour la libération de Philippe Ries a été extrêmement vigoureuse en Allemagne. Des démarches à l'ambassade de Pologne ont été faites par de très nombreux responsables, parlementaires ou dirigeants locaux et régionaux du SPD : Peter von Oertzen ; Jürgen Holz, député ; Olaf Schwenke, député ; Ruth Zutt, président de la fédération du Bade-Wurtemberg ; W. Heinz, président des juristes du SPD de Heidelberg ; la direction du cercle SPD et 29 militants SPD de Bochum. On note également les prises de position suivantes : Jürgen Fuchs, écrivain ; le professeur Kremendahl, de l'Université libre de Berlin ; les professeurs Boulboul et Gebbel, de Brême ; le professeur Ewald, dirigeant du Comité pour la défense des libertés démocratiques dans toute l'Allemagne ; le professeur Bertow, membre du même comité ; 90 enseignants et étudiants de l'université de Heilbronn ; 90 étudiants et enseignants de Bochum ; de très nombreux militants et responsables syndicaux ; Heinz Brandt, ancien rédacteur en chef

Jaroslav Sabata.



Dans la lettre qu'il a adressée dès son retour en France aux dizaines de milliers de travailleurs, militants et jeunes, ainsi qu'aux innombrables personnalités du mouvement ouvrier et démocratique qui ont participé à la campagne pour sa libération, le camarade Philippe Ries écrivait : « Je suis un militant, membre de l'Organisation communiste internationaliste pour la reconstruction de la IV^e Internationale, et c'est à ce titre que je dis : le devoir du mouvement ouvrier et démocratique, qui a œuvré pour ma libération, est de lutter pour la défense des libertés démocratiques et de ceux qui combattent pour elles, partout dans le monde. »

Et le camarade Philippe Ries ajoutait :

« Il faut monter la garde, une garde protectrice et vigilante, autour des membres du KOR, des fondateurs des syndicats libres, des militants de la Charte 77 en Tchécoslovaquie. Il faut agir avec une énergie décapante pour arracher la libération du militant polonais Kasimir Switon, fondateur du syndicat libre de Katowice, et de

Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77 en Tchécoslovaquie. Vous avez agi pour ma propre libération. Vous agirez pour celle de Switon et Sabata. »

Les paroles de Philippe Ries définissent parfaitement le cadre de ce que sera, le lundi 29 janvier, dans la grande salle de la Mutualité, le meeting international contre la répression où prendront la parole les représentants de tous ceux qui, en Europe notamment, ont animé les campagnes unitaires qui viennent d'aboutir, ces derniers jours, à la libération du militant irlandais James Kennedy Mc Cann, et de notre camarade Philippe Ries.

Pour tous ceux-là, la lutte contre la répression n'est pas une phrase creuse, mais un combat de chaque jour qui va se concentrer, dans les prochaines semaines, sur les cas de Switon et de Sabata. Il faut combattre, il faut arracher leur libération ! Tel est le sens du meeting du 29 janvier.

gramme à l'ambassade, ainsi que E. Hamont et M. Delaferrière, respectivement président et secrétaire national de la CGSP.

Théo Bogaerts, secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes, a écrit une lettre de protestation adressée au Syndicat des journalistes polonais à Varsovie, et un télégramme au Pr Nordenstreng, président de l'Organisation internationale des journalistes, dont le siège est à Prague. Ce télégramme demandait l'intervention de l'organisation pour que M^{rs} Dechezelles, avocat, et M. Lemerle, président de l'UNSI, obtiennent les visas demandés pour la Pologne. Plusieurs dizaines de journalistes de la presse écrite et de la Radio-Télévision belge ont effectué des démarches à l'ambassade de Pologne. Rappelons que la Fédération nationale de la presse italienne et la Fédération



14 décembre, dans la manifestation de l'OCI : libérez Ries, libérez Switon !

tes (SETCA-FN, FGTB-Mémorex, un représentant de 54 travailleurs de la FN) ; le 20 décembre, nouvelle délégation d'enseignants ; le 21 décembre, délégation de la Coordination belge de la campagne, composée de 14 militants et personnalités, accompagnée de M. Faust, secrétaire du SETCA représentant la régionale de Bruxelles de la FGTB, délégation qui avait reçu l'appui de Jacques Yerna, secrétaire FGTB de Liège, et l'un des responsables du bulletin *Tribune socialiste*. La coordination a tenu une conférence de presse après la délégation.

Au cours d'un meeting socialiste tenu à Bruxelles le 15 décembre, 71 person-

nes ont signé un télégramme de protestation adressé à l'ambassade de Pologne. Parmi elles, agissant à titre personnel, H. Simonet, ministre socialiste des Affaires étrangères, et G. Mathot, ministre du Travail. De très nombreuses sections du PS et des JS, ainsi que la Ligue des droits de l'homme, ont également pris position. On note également les démarches de très nombreux responsables et dirigeants du PS, parmi lesquels André Cools, député, président du PSB ; G. Cudell, député ; le député Ernest Glinne ; Lucien Hermegnies, maire PS de Charleroi ; H. Brouhou, député ; A. Pierson et Coppieters, sénateurs ; Georges Debunne, secrétaire général de la FGTB, a envoyé un télé-

latino-américaine des journalistes, dont le siège est à Mexico, ont agi vigoureusement en direction des autorités polonaises.

Nous ferons état la semaine prochaine de la très importante campagne menée par nos camarades d'Espagne pour arracher la libération de Philippe Ries.

SELIO

87, rue du St-Denis 75010 Paris
Tél : 246.09.53 -
CCP 31 697 97 La Source

Nouveaux rappels :

La Sello fournit dans les meilleurs délais TOUS les livres disponibles chez les éditeurs ; ouvrages de formation théorique, scientifiques, romans, ouvrages techniques, manuels universitaires, livres d'art, etc.

REMISE 20%

A nouveau disponible :

A. MATHIEZ : *La Révolution française* - 2 tomes, l'un... 20 F Nouveautés :

S. KOPASCI : *Au nom de la classe ouvrière*. Les mémoires du préfet de police de Budapest... 49 F

J. SKORECKI : *Miracle en Bohême*... 75 F

P. ANDERSON : *L'Etat absolutiste*

Tome 1 - L'Europe de l'Ouest... 38 F

Tome 2 - L'Europe de l'Est... 70 F

Etude comparative de la nature et des développements de l'Etat absolutiste en Europe depuis le XVI^e siècle.

MEXIQUE

Répression contre des dirigeants ouvriers

Le vendredi 5 janvier, le secrétaire général du syndicat de l'usine Autodeteca (sous-traitance d'appareils électroniques) de la ville de Mexicali a été arrêté, et d'autres dirigeants ont « disparu », en fait enlevés par la police.

Leur faute : avoir entrepris la construction d'un syndicat dans une entreprise impérialiste ; lutter pour le droit à l'organisation syndicale. Pour cela, ils préparent leur troisième grève, cette fois-ci avec occupation des locaux pour le 8 janvier.

Le gouvernement Lopez Portillo développe une politique profondément pro-impérialiste, l'ouverture des frontières au capital américain pour le pétrole et le gaz. Dans ce cadre, des usines de sous-traitance sont établies dans les meilleures conditions par l'impérialisme. Pas de syndicats, bas salaires, pas de Sécurité sociale, les pires conditions de travail, etc. La lutte des travailleurs d'Autodeteca met en cause toute la politique pro-impérialiste du gouvernement et montre à toute la classe ouvrière la voie du combat.

D'autant plus que, avec le comité d'initiative pour une conférence ouvrière et jeune, indépendante du gouvernement et de ses appareils, les travailleurs d'Autodeteca avaient convoqué une réunion régionale de toutes les entreprises ayant entrepris des mouvements d'émigration. Plus de cent signatures ont été recueillies dans une journée, les travailleurs sont plus décidés que jamais à faire éclater la grève. Le mouvement ouvrier français doit soutenir leur lutte.

PUISSANTE CAMPAGNE EN BELGIQUE

En Belgique, à l'initiative de la Coordination belge de la campagne internationale contre la répression, des délégations se sont présentées presque quotidiennement à l'ambassade de Pologne. Signalons, le 15 décembre, celle de 300 étudiants de Bruxelles ; le même jour, celle de 7 enseignants membres de la CGSP (FGTB) ; le 19 décembre, nouvelle délégation de militants syndicaux-

La lutte des paysans polonais contre la bureaucratie

Une interview de F. Wilk, président du Parti paysan polonais en exil

A la conférence du *Frelon*, les 16 et 17 décembre 1978, a participé notamment F. Wilk, président du Parti paysan polonais (PSL) en exil ; F. Wilk, ancien dirigeant des étudiants polonais dans les années 1930, organisateur de la garde paysanne de 1937, arrêté par le NKVD — l'actuel KGB — en mars 1940, a passé 26 mois au camp de concentration stalinien de Vorkhouta. Rédacteur en chef de l'organe du PSL à Londres, il nous a déclaré consacrer aujourd'hui toute son attention au développement de la lutte contre la bureaucratie en Pologne, avant tout à la lutte des paysans polonais. Dans l'interview qu'il nous a accordée et dont nous publions les passages essentiels, il a souligné que le PSL a toujours lutté « pour la justice sociale et une réforme agraire ».

Comme le remarque F. Wilk, il y a entre nous des divergences, de toute évidence, tant sur le rôle des divers partis et fractions polonaises dans le passé que sur des problèmes actuels.

Pour comprendre la lutte actuelle des paysans polonais, il faut cependant savoir que plus des trois quarts de la terre cultivée demeure, en Pologne, divisée en parcelles cultivées par des moyens techniques souvent très arriérés. Les marxistes, contrairement aux bureaucrates staliniens, n'ont jamais été favorables à l'expropriation forcée des petits paysans travailleurs. La question décisive pour une coopération volontaire, c'est la fourniture à bas prix aux paysans de produits indus-

triels (ciment, outillage, machines...) par l'industrie d'Etat. Ce qui suppose le contrôle ouvrier sur la production — donc le renversement du pouvoir de la bureaucratie.

Nous sommes pleinement d'accord avec F. Wilk lorsqu'il affirme l'importance décisive d'un front uni de toutes les forces de la population laborieuse polonaise contre les satellites soviétiques du Kremlin et les parasites sur lesquels ils s'appuient. La réalisation d'un tel front crée et créera les conditions favorables pour mettre à l'épreuve les divers points de vue et perspectives, et dégager les solutions conformes à l'intérêt des ouvriers, paysans, étudiants, intellectuels.

Q. — « La bureaucratie au pouvoir à Varsovie n'a de cesse de présenter la paysannerie polonaise comme une masse arriérée et réactionnaire. Pour quel se recourrait-elle à la calomnie contre les paysans ? »

R. — A partir de 1949, la politique stalinienne devient nettement antipaysanne et le régime décide d'exproprier. D'énormes charges matérielles écrasent les paysans. Ils sont contraints d'approvisionner les troupes d'Etat par les mêmes méthodes que les nazis. Les paysans n'ont pas admis qu'on leur fasse payer, en plus, le prix de l'industrialisation du pays. Il y avait déjà l'oppression politique ; ils ont ressenti cela comme une oppression supplémentaire : sociale, celle-là. Ils n'ont aucun droit, contrairement à la ville, aucune assurance sociale, aucune aide médicale, aucune possibilité de vacances. Leur métier est méprisé par le régime. Pendant toute cette période, un sentiment d'injustice s'est développé qui constitue la base de la révolte actuelle contre le régime de Gierk.

LE MOUVEMENT DES COMITÉS D'AUTODÉFENSE PAYSANNE

Q. — Que pouvez-vous dire des « comités d'autodéfense paysanne » qui se sont constitués récemment dans plusieurs villages du pays ?

R. — Les origines directes des comités paysans sont doubles : la politique de la collectivisation, c'est-à-dire des *sovkhozes* (fermes d'Etat), et la loi sur les retraites des paysans.

Depuis le 1^{er} janvier 1978, les familles sont obligées de verser des cotisations très élevées pour un fonds de retraite qui constitue 90 % de l'impôt du paysan. Le paiement est obligatoire mais, en retour, la pension n'est pas automatique ! Le retraité ne pourra la toucher qu'à partir de juillet 1980. Autrement dit, l'agriculteur est obligé de verser aujourd'hui pour quelque chose qu'il ne verra que dans deux ans et demi. De plus, le montant de la pension dépendra de la production agricole vendue à l'Etat. Enfin, pour pouvoir bénéficier de ce régime, le paysan est obligé d'avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel de 15 000 zlotys (1). Toutes ces conditions étant réunies, il n'y aura qu'un seul membre de la famille qui touchera la pension. Son montant ne tiendra pas compte du nombre de personnes au foyer.

Encore une fois, l'agriculture est considérée différemment de l'industrie et de la bureaucratie. C'est cette injustice flagrante qui est à l'origine des comités d'autodéfense paysanne. Je voudrais faire encore une remarque : si le paysan donne sa ferme au *sovkhoz*, alors il reçoit immédiatement sa retraite. Mais il s'oppose très fermement à la collectivisation. Pendant des siècles, il a lutté avec ses frères pour acquérir la terre appartenant à la noblesse terrienne. Pour gagner sa vie, il devait travailler pour les grands propriétaires fonciers (...). La ferme familiale est, pour le paysan, la base d'une certaine indépendance économique et sociale.

Q. — Récemment, comment la riposte s'est-elle organisée concrètement dans les campagnes ?

« C'EST UNE TRADITION CHEZ NOUS. LES PAYSANS FAISAIENT SONNER LES CLOCHES CONTRE LES TARTARES, AU XIII^e SIECLE. MAINTENANT, ILS LES FONT SONNER CONTRE LES BUREAUCRATES STALINIENS »



R. — Le régime de Gierk a tenté de faire payer les cotisations par la contrainte administrative. Il a dépêché des huissiers dans les campagnes, qu'il a fait protéger par la milice. Pour se défendre contre cette double agression, les paysans ont créé ces comités d'autodéfense. Ils réclament le respect des droits des citoyens et demandent la révision du droit à la retraite dans le sens d'une plus grande justice.

POUR LA SOLIDARITE OUVRIERE, PAYSANNE ET ETUDIANTE

La milice politique a toujours tout fait pour empêcher les contacts entre les oppositions. Si un militant du ROPCIO, du KOR ou du SKS vient à la campagne, il est tout de suite arrêté par la milice. Voilà qui renforce notre souhait de voir grandir la solidarité entre le mouvement intellectuel de la ville, ouvrier, étudiant et paysan.

Pour empêcher que la milice n'arrête à la campagne ces militants des villes, les

il n'y a eu aucun dialogue. Cette nouvelle loi a été décrétée d'en haut. Alors, les paysans pensent que Gierk sera amené à céder devant une opposition unanime.

Dans leur lutte, ils ont rencontré un accueil sympathique de la part du mouvement de défense des droits de l'homme, le ROPCIO (2), du KOR (3), du SKS (4).

remonte aux invasions tartares du XIII^e siècle. De même, et depuis toujours, on sonnait les cloches dans les villages en cas d'incendie. Maintenant, les paysans les font sonner face à l'oppression bureaucratique et stalinienne ! Notamment quand on vient lever les cotisations-retraite par la force. Finalement, Gierk a dû déclarer qu'il y avait des défauts dans la législation des retraites : le gouvernement va encore une fois revoir la chose.

Là, nous avons l'exemple du succès de l'opposition paysanne et de la solidarité ouvrière et intellectuelle.

Q. — Les paysans de la région de Lublin ont fait la grève des cotisations et se sont constitués en « comité d'autodéfense paysanne ». Est-ce un cas isolé ?

Comme nous l'avons indiqué dans le numéro précédent, nous commencerons dans notre prochain numéro la publication d'un reportage effectué en Pologne par notre camarade Philippe Ries.

R. — Les paysans ont d'autres revendications. L'approvisionnement des villages en produits industriels (ciment, matériaux de construction, machines agricoles) est très déficient. Il en est de même pour le charbon indispensable à l'élevage quand il faut cuire la nourriture des animaux. En dépit de la grande production charbonnière du pays et des exportations importantes, les paysans s'en trouvent privés, ce qui entrave le déroulement normal de la vie rurale.

Il y a, en effet, des comités d'autodéfense paysanne dans la région de Lublin. Il y en a aussi dans les régions de Grojec, Radom et Rzeszow. La conception de ces comités est très populaire parmi les paysans. Elle a beaucoup de chances de se développer. Elle est propagée par toute la presse « *Zamiatad* » (5), *Gospodarz* (Le fermier), une revue mensuelle éditée à Varsovie par un journaliste lié au mouvement paysan, milite en ce sens.

POURQUOI LA LIBERATION DE RIES EST AUSSI NOTRE CAUSE

En conclusion, je voudrais dire qu'on assiste ici à un phénomène très positif de solidarité dans un front d'opposition ouvrière, intellectuelle, étudiante et paysanne. De la solidité de ce front dépend le succès de la lutte des paysans polonais.

Mais, encore une remarque : malgré les divergences qui peuvent exister entre notre idéologie paysanne et la vôtre, chaque combattant contre le système stalinien en Pologne est notre ami et allié. Et, comme dans le pays naît un mouvement démocratique unifié, à l'étranger aussi il faut dépasser les divergences politiques et créer un même front unifié. C'est une nécessité pour le pays. Son rôle est très important aujourd'hui, au moment où l'oppression s'accroît. L'arrestation de Philippe Ries est un témoignage de cette oppression accrue. C'est pour cela que la libération de Ries est aussi notre cause. Dans la lutte pour sa libération, les paysans polonais sont avec vous. Nous attendons le moment où Ries, libéré, reviendra en France et racontera à vos lecteurs la lutte ouvrière, paysanne, intellectuelle et étudiante contre le régime bureaucratique. Ce sera sa contribution pour notre lutte commune » (6).

(1) Rappeler que le salaire mensuel d'un ouvrier est environ de 3 000 zlotys.

(2) ROPCIO : Comité pour les droits de l'homme.

(3) KSS-KOR : le Comité de défense des ouvriers, créé en septembre 1976 pour la défense des ouvriers polonais victimes de la répression après la grève générale du 25 juin, et devenu ensuite « Comité d'autodéfense sociale ».

(4) Le Comité de solidarité des étudiants (SKS) a été lancé à Cracovie en juin 1978 à la suite de l'assassinat d'un étudiant par la milice ; il appelle à la formation d'une organisation indépendante de la jeunesse.

(5) Presse non officielle éditée sans passer par la censure.

(6) Le rapport que cette interview fut donnée alors que Philippe Ries était toujours détenu en Pologne.

UAB

Sur le mot d'ordre « Assemblée constituante souveraine »

Dans la marche à la révolution prolétarienne, dans la révolution prolétarienne elle-même, particulièrement dans les pays arriérés, se trouve posée de la manière la plus aiguë qui soit la question de la place des revendications démocratiques, et plus précisément du mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine. Qu'il s'agisse de l'Algérie, qu'il s'agisse de l'Iran, du Pérou, au cœur de la lutte révolutionnaire du prolétariat pour l'instauration de la dictature de classe qui est seule à même d'assurer la réalisation des tâches démocratiques et nationales, se trouvent les revendications nationales et démocratiques.

Non que ces mots d'ordre soient limités aux pays arriérés.

La révolution portugaise, le processus de liquidation des institutions franquistes en Espagne ont mis au centre, sous des formes spécifiques, de la mobilisation révolutionnaire des masses, la question de la Constituante.

C'est pourquoi nous publions cette semaine de brefs extraits d'une contribution de l'OCI à la discussion du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Dans son article de 1930 sur « le mot d'ordre de l'Assemblée nationale en Chine », Trotsky reprend la question dans les termes suivants : « La puissance des masses opprimées est dans leur nombre. Lorsqu'elles s'éveillent, elles chercheront à exprimer la force du nombre politiquement par le moyen du suffrage universel. La poignée de communistes sait déjà que le suffrage universel est un instrument du pouvoir bourgeois et que ce dernier ne peut être liquidé que par

doivent surgir à une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire », explique le Programme de transition.

Mais ils ne surgissent qu'en relation avec l'activité et l'expérience des masses nourries par l'activité du parti révolutionnaire. La lutte révolutionnaire pour les mots d'ordre nationaux et démocratiques que concentre la revendication de la Constituante souveraine est nécessaire à

dégagé, pour que le pouvoir des soviets — la dictature du prolétariat — s'affirme comme l'objectif du prolétariat et des masses opprimées (d'abord la paysannerie) qu'il rassemble autour de lui, il faut une rupture politique avec la démocratie bourgeoise et l'influence de ses partis, qui est impossible sans l'intervention du parti révolutionnaire. Le terrain de cette bataille, c'est le « programme démocratique révolutionnaire », dont le Programme de transition explique qu'il faut



Par milliers et dizaines de milliers dans la rue, à l'appel de l'Assemblée populaire d'Iquitos, au Pérou (décembre 1978).

la dictature du prolétariat. Vous pouvez éduquer le prolétariat dans cet esprit à l'avance. Mais les millions qui forment les masses travailleuses ne seront conduits à la dictature du prolétariat que sur la base de leur propre expérience politique, et l'Assemblée nationale serait un pas progressif dans cette voie. C'est pourquoi nous mettons en avant ce mot d'ordre en le liant aux quatre mots d'ordre de la révolution démocratique : le transfert de la terre aux paysans pauvres, la journée de huit heures, l'indépendance de la Chine et l'autodétermination des nationalités existant sur le territoire de la Chine.

LA REVENDICATION DE LA CONSTITUANTE SOVERAINE ET LE MOUVEMENT VERS LES SOVIETS

Cette brève citation à l'avantage de résumer en quelques phrases comment les mots d'ordre démocratiques centralisés dans le mot d'ordre de la Constituante nourrissent le mouvement même de la révolution prolétarienne et précèdent de ce mouvement. Elle marque aussi — et c'est non moins essentiel — ce fait que les révolutionnaires ne peuvent fixer comme objectif au mouvement des masses, et donc comme leur objectif, que la dictature du prolétariat et non la convocation d'une Assemblée constituante (ce qui ne veut pas dire que celle-ci ne se réunira pas). « Les soviets peuvent et

la mobilisation des masses. Mais le développement et surtout la centralisation des soviets (s'ils ne s'opposent pas, comme le souligne Trotsky, aux mots d'ordre démocratiques répondant aux tâches que le pouvoir des soviets aura à résoudre) ne sont pas le simple prolongement du combat pour la Constituante.

Pour que le contenu transitoire du mot d'ordre soit pleinement

« armer les ouvriers » précisément contre la « bourgeoisie nationale ». Si elle n'intégrait pas tout le contenu de ce programme, la revendication de la Constituante ne serait qu'adaptation au parlementarisme. C'est pourquoi Trotsky la lie aux mots d'ordre principaux de la révolution démocratique, parmi lesquels s'inscrit une revendication spécifiquement prolétarienne (la journée de huit heures).

PAS DE CLOISONS ETANCHES

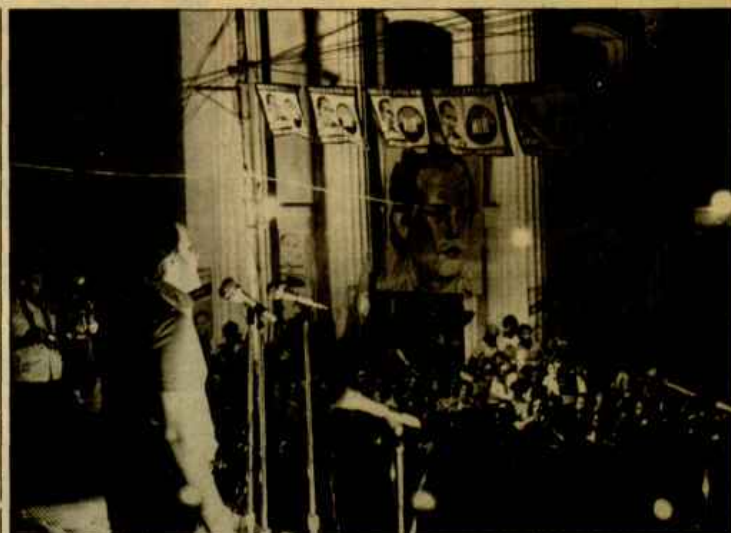
En effet, ce programme ne peut se concevoir que comme une combinaison de revendications démocratiques : nationales, paysannes et ouvrières. Pas plus qu'il n'y a de cloison étanche entre un « programme maximum » et un « programme minimum », il n'y a de séparation entre un programme « purement démocratique » et national et les revendications de classe du prolétariat.

La classe ouvrière ne peut assurer son rôle indispensable de dirigeant des masses opprimées (son hégémonie) qu'en menant la lutte sur son propre plan pour ses objectifs propres, en même temps qu'elle fait siens l'ensemble des mots d'ordre nationaux et démocratiques découlant des tâches à résoudre.

C'est ce que soulignait Trotsky dans l'une de ses polémiques contre les justifications données à la capitulation devant le Kuomintang : « Pour soulever véritablement contre l'impérialisme les ouvriers et les paysans, il faut rattraper leurs intérêts vitaux les

plus essentiels et les plus profonds à la cause de la libération nationale. » Et Trotsky ajoutait : « ... Mais tout ce qui relève la foule opprimée des travailleurs pousse fatalement la bourgeoisie nationale à l'alliance militaire déclarée avec l'impérialisme. » En d'autres termes, ce que cela éclairc, c'est le fait que, y compris dans la lutte contre l'impérialisme dans un pays arriéré dominé par l'impérialisme, la bourgeoisie et le prolétariat sont classes antagoniques.

**L'armement théorique est indispensable
dans le combat politique
Le numéro 584 de La Vérité
est toujours en vente
(Prix : 10 F)
Procurez-vous le
auprès des militants de l'OCI**



Alberto Franceschi à la tribune du meeting de clôture de la campagne électorale du MIR, le 27 novembre 1978.

Les élections au Venezuela

**Un entretien avec Alberto Franceschi,
député du MIR
(Mouvement de la gauche révolutionnaire)**

En 1973, les dirigeants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) vénézuélien, à l'occasion de leur V^e Conférence, invitaient les militants trotskystes à entrer dans cette organisation.

Nos camarades du groupe « IV^e Internationale » affiliés au Comité d'organisation, et qui publient la revue Cuarta Internacional, sont alors rentrés dans le MIR qui se définit comme partie intégrante du mouvement ouvrier et s'est prononcé pour sa construction comme parti de la classe ouvrière. Nous publions ici l'entretien que nous avons eu avec Alberto Franceschi, militant trotskyste, dirigeant et député du MIR vénézuélien.

Le refus du MAS (Mouvement pour le socialisme), qui est une organisation centrée issue d'une scission du parti stalinien vénézuélien en 1970, de répondre positivement aux propositions de front unique avancées par le MIR explique fondamentalement ces résultats.

RESTRUCTURATION DU MOUVEMENT OUVRIER

10. — Comment analyses-tu les résultats obtenus par le MIR, cette progression de 80 000 voix ?

A.F. — Ces résultats tiennent au fait qu'il s'est prononcé pour le front unique. A Carabobo, où la campagne s'est menée résolu-

Aujourd'hui, dans toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière, d'une manière qui ne peut plus être évitée devra s'ouvrir la discussion sur les questions les plus fondamentales : la question de l'indépendance de classe du prolétariat, de son unité, la question de ses rapports avec les autres couches exploitées, etc.

Au cœur de cette discussion, la question du front unique, de la rupture avec le nationalisme bourgeois va être posée sur tous les terrains, qu'il s'agisse de l'attitude vis-à-vis du gouvernement démocrate-chrétien, qu'il s'agisse de l'attitude à avoir dans le cadre du renouvellement de plus de deux mille conventions collectives qui viennent maintenant à échéance, des élections municipales de juillet prochain.

10. — « Quels enseignements tires-tu des dernières élections législatives et présidentielles qui se sont déroulées le 3 décembre 1978 et qui ont vu le MIR multiplier presque par trois ses voix, et obtenir ainsi quatre députés à l'Assemblée ?

Alberto Franceschi. — Ce qui permet de comprendre le résultat de ces élections dans lesquelles la démocratie chrétienne a emporté la majorité, c'est d'abord et avant tout la division des organisations se réclamant de la classe ouvrière, la non-réalisation d'un accord de front unique pour la présentation d'un candidat unique à l'élection présidentielle. Ceci a été un facteur déterminant dans la capacité du parti démocrate-chrétien à drainer des voix des ouvriers et des paysans qui voulaient en finir avec la politique menée par le gouvernement d'Action démocratique (parti nationaliste bourgeois qui gère les intérêts de l'impérialisme depuis 1973).



Un panneau de la campagne électorale du MIR.

ment à notre initiative sur le mot d'ordre de « Pas une seule voix ouvrière aux partis bourgeois », « Pour un gouvernement des travailleurs », le MIR a obtenu 2,89 % des voix. Ces élections montrent d'une manière déformée la restructuration qui est en train de s'opérer au sein de la classe ouvrière. Une partie importante de la classe ouvrière et de la paysannerie, se détournant du nationalisme bourgeois, s'est ouvertement prononcée pour les organisations se réclamant de la classe ouvrière contre le nationalisme. Il est par exemple de la plus haute importance de constater que le « Mouvement électoral du peuple » (MEP) n'a obtenu que 110 000 voix. Ce parti nationaliste petit-bourgeois avait en 1968 recueilli 700 000 voix et, en 1973, il était encore parvenu à recueillir 220 000 suffrages.

Le cours réactionnaire du MAS qui, dans la précédente législature, s'était affirmé jusque dans le soutien à la demande des pouvoirs spéciaux par le gouvernement d'Action démocratique, amène un processus de décomposition de cette organisation.

10. — Quels sont les changements intervenus dans le MIR et comment les apprécier ?

A.F. — En 1970, le MIR s'est constitué comme une organisation parlant au nom du mouvement ouvrier, l'inscrivant formellement dans son programme en 1974-1975, cherchant à se constituer comme un parti de la classe ouvrière. C'est en fonction de cela d'ailleurs que nous, trotskystes, sommes entrés dans le MIR, avec la garantie du droit de tendance et d'appartenance de plein droit au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La discussion au sein du MIR qui, en quelques années, d'une organisation de 50 membres est devenue une organisation de plus de 10 000 adhérents, a pour centre le problème de la nature même de l'organisation, de sa liaison organique avec le mouvement ouvrier. L'enjeu de cette discussion, qui aura pour centre la question du programme, de la stratégie révolutionnaire, c'est le caractère même de l'organisation, à savoir sa construction comme organisation ouvrière.

A bas la monarchie franquiste !

Vivent les républiques libres d'Euskadi, de Catalogne et de Galice !

Le 6 décembre, par centaines de milliers et de milliers, ils ont dit non à Juan Carlos. Le peuple basque a dit non à la Constitution du roi, ce successeur désigné de Franco, le chef de cette armée fasciste qui, pendant quarante ans, a été l'instrument de l'extermination physique du mouvement ouvrier et démocratique en Espagne, l'instrument de la pire oppression nationale, contre les peuples basque, galicien, catalan. Contre cet Etat fasciste en décomposition que les dirigeants du mouvement ouvrier, stalinien et social-démocrate, soutenant les corps répressifs des officiers et la garde civile, tentent de perpétuer, c'est tout le peuple basque qui est levé. Quelque décomposé qu'il soit, l'Etat de Juan Carlos, c'est l'Etat de Franco, et les militaires qui viennent de manifester la semaine dernière l'attestent. Contre le droit des peuples, contre les libertés démocratiques, contre le mouvement ouvrier se dressent en un féroce sursaut les spadassins de Franco, ceux qui sont l'essence de l'Etat, les officiers de l'armée franquiste.

« Le particularisme se manifeste en Espagne avec une force spécifique, surtout par comparaison avec sa voisine, la France, où la grande révolution a affirmé définitivement la domination de la nation bourgeoise, une et indivisible, sur les vieilles provinces féodales », écrivait Trotsky en 1931.

LA VIEILLE ESPAGNE

Depuis la fin du XVI^e siècle, l'Espagne connaît un déclin irréversible ; le retard, voire la régression du développement économique affaiblit les tendances centralistes inhérentes au capitalisme et nourrit les tendances centrifuges.

A l'époque du mercantilisme, le puissant développement du

maintiendront désormais l'Espagne dans un état d'arriération.

Les tendances centrifuges seront encore accentuées lorsque le développement capitaliste touchant la Catalogne et le Pays basque les tournera vers l'extérieur, liant la bourgeoisie basque et catalane aux impérialismes anglais et français. L'absence d'une langue unique sur toute l'Espagne constituera le signe le plus manifeste de ce retard économique et de la vigueur des forces centrifuges.

En 1873, les bourgeoisies basque et catalane liées d'un côté aux grands propriétaires fonciers et à l'Eglise et de l'autre au capital étranger se montreront incapables, par peur de la révolution agraire et du mouvement ouvrier naissant, d'accomplir les tâches démocratiques bourgeoises et de

désormais le seul prétendant capable d'accomplir les tâches démocratiques : régler la question nationale agraire, en finir avec la domination de l'Eglise et résoudre la question nationale qui exige que soient libérés les peuples d'Espagne du joug de l'Etat oppresseur castillan, que l'on peut comparer par bien des aspects, note Trotsky, à l'Etat tsariste.

Analysant en 1931 la révolution espagnole et les tâches communistes, Trotsky écrivait : « Tandis que le séparatisme de la bourgeoisie catalane n'est pour elle, dans son jeu avec le gouvernement de Madrid, qu'un instrument contre le peuple catalan et espagnol, le séparatisme des ouvriers et des paysans est l'enveloppe de leur indignation sociale. Il faut faire une distinction rigoureuse entre ces deux genres de séparatisme. Or, pour séparer de la bourgeoisie les ouvriers et les paysans opprimés nationalement, l'avant-garde prolétarienne doit prendre dans la question de la libre détermination nationale la position la plus hardie et la plus sincère.

Les ouvriers défendront jusqu'au bout le droit des Catalans et des Basques d'organiser leur vie nationale indépendante dans le cas où la majorité de ces peuples se prononceraient pour une séparation complète... » Et en 1934, Trotsky propose à ses camarades espagnols d'avancer le mot d'ordre de Catalogne indépendante.

Ce qui était vrai en 1934 l'est à plus forte raison en 1978, après 40 ans durant lesquels le franquisme a porté l'oppression nationale à un point jamais atteint.

L'usage du catalan et du basque a été interdit dans les écoles, les institutions scientifiques dissoutes, les journaux interdits. Policiers et phalangistes arrêtaient dans la rue ceux qui parlaient basque ou catalan... Jusqu'à la Sardane, danse catalane, qui fut mise à l'index tandis qu'était louée et glorifiée la Castille éternelle. Dans ces conditions, la revendication d'une république libre de Catalogne et du Pays basque constitue une revendication démocratique élémentaire.

Qu'en est-il de la prétendue « autonomie » accordée par la Constitution et qui rendrait aux peuples basque et catalan leur « souveraineté » de 1932 et de 1936 ?

armée. Voilà ce qu'a dit le peuple basque. Non à la Constitution qui emprisonne le peuple basque et charge l'armée de Franco de maintenir sous le joug les peuples d'Espagne !

Vive la république basque !

Mais la contre-révolution ne renonce pas, elle se bat. Et aujourd'hui, après la dissolution des Cortès, elle voudrait faire approuver la machine de guerre pointée sur le peuple d'Euskadi à travers l'organisation de nouvelles élections.

Au cœur du mouvement de la classe ouvrière pour liquider le régime franquiste, pour en finir avec l'Etat bourgeois, il y a en Espagne cette revendication démocratique qui concentre toute la marche à la révolution prolétarienne : la question nationale, au Pays basque comme en Galice et en Catalogne. C'est cette question que nous voulons cette semaine aborder pour terminer notre série d'articles sur la question nationale en Europe.



« Indépendance du Pays basque ! Martin Villa au poteau », crient des dizaines de milliers de manifestants à San Sebastian, lors de l'enterrement de l'un des leurs assassiné par la police.

POUR LA DESTRUCTION DE L'ETAT MONARCHO-FRANQUISTE

Il faut tout d'abord rappeler que le statut de la Généralité de Catalogne de 1932 tout comme celui du Pays basque de 1936 organisaient Catalogne et Pays basque en région autonome « dans le cadre de l'Etat espagnol ». Ils ne procédaient qu'à une décentralisation partielle et limitée des attributions de l'Etat central et ne portaient aucune atteinte à l'existence de cet Etat comme Etat centralisé et oppresseur. Ensuite, les statuts de

« préautonomie », octroyés par le roi durant l'année 1978 et qui devraient être établis maintenant dans le cadre de la Constitution, ne constituent que de pâles copies, des caricatures des statuts de 1932 et de 1936. Sont par exemple exclus de la compétence des régions dites « autonomes » : la nationalité, les relations internationales, la défense et les forces armées, les lois pénales, la définition des sources du droit, les rapports de droit civil,

de droit commercial, la circulation des marchandises et des capitaux, les régimes douaniers, le système monétaire, les finances, le droit au travail, la Sécurité sociale, le statut des fonctionnaires, la pêche, la marine, les voies ferrées, les routes, l'aviation, les ressources minières et énergétiques, la presse, la radio, la télévision, l'ordre public, la justice, l'enseignement — et même... l'usage des statistiques. L'« autonomie » se réduit à accorder trois heures par semaine d'enseignement de la langue catalane dans les écoles, et le « budget » de la Généralité de Catalogne est cinquante fois inférieur à celui d'une « disputation » de la province de Barcelone. Sous le vocable d'« autonomie », la Constitution perpétue l'oppression des peuples d'Espagne et les relations privilégiées de l'Etat avec l'Eglise catholique.

La libération nationale des peuples basque et catalan exige la constitution de républiques libres qui, à l'heure où les courants bourgeois et petits-bourgeois pactisent avec l'héritier de Franco dans la rédaction du pseudo-statut d'autonomie, ne peuvent être réalisées que sous la direction du prolétariat comme mouvement de libération de la lutte pour la destruction de l'Etat monarcho-franquiste.



Le peuple catalan exige l'indépendance !

commerce intérieur et mondial avait fait de l'Espagne l'une des premières puissances d'Europe et allait dans le sens de la suppression du morcellement féodal et provincial et de la constitution d'une nation espagnole. Mais, avec la découverte de l'Amérique, les grandes routes commerciales s'écartent de la péninsule ibérique. La Hollande qui se détache de l'Espagne, puis l'Angleterre, opérant l'une et l'autre leur révolution bourgeoise, supplantent l'Espagne.

La monarchie, appuyée sur la grande noblesse et l'Eglise, écrase le mouvement communal bourgeois, point de départ d'un retard économique et social que la bourgeoisie espagnole ne parviendra jamais à combler. Cette modification des rapports de classes, la toute puissance de l'Eglise et de la grande propriété foncière

« LES OUVRIERS DEFENDRONT JUSQU'AU BOUT... »

L'apparition dans l'arène historique du prolétariat change radicalement la situation et ouvre de nouvelles perspectives. Il est